

*Droit fiscal*

notre économie. Mais bien sûr, surtout aux yeux des gens de ce côté-ci de la Chambre, le budget et les propositions fiscales du ministre sont également destinées à perpétuer délibérément l'inflation. Comment penser autrement lorsque le gouvernement envisage de défendre un programme qui augmentera les dépenses gouvernementales de 95 p. 100 sur une période de huit ans, de 1968 à 1976, selon les prévisions de M. Turner.

Les 19.4 milliards de dollars requis pour mener à bien les programmes de 1973-1974 passeront à 27.8 milliards pour l'année financière 1975-1976. Huit milliards seront fournis par les contribuables en 1973-1974 et, en 1975-1976 les particuliers devront assumer 41 p. 100 des frais du programme total soit 11.4 milliards et cela, après l'exemption personnelle de 3 p. 100 accordée par le ministre et après qu'on aura rayé 500,000 noms de plus de la liste des contribuables.

En quoi consiste cette inflation dite mondiale et comment s'est-elle implantée? Mon esprit pratique me dit qu'une nation prise dans son ensemble n'est guère différente des individus qui la compose. C'est le propre de l'homme que de vouloir faire mieux que son voisin et avoir toujours plus. Lorsque les États-Unis ont eu besoin d'argent pour leur guerre au Vietnam qui ne plaisait d'ailleurs pas beaucoup à l'homme de la rue, ils ont décidé de faire marcher la planche à billets au lieu de s'adresser aux contribuables. Lorsque certains pays d'Amérique latine ont été contaminés par la fièvre des gratte-ciel, ils ont imprimé d'autres billets et ce sont leurs partenaires commerciaux qui ont payé la note. Au Canada, c'est l'État-Providence qui ne peut plus être alimenté par des politiques fiscales raisonnables, et les presses à billets fonctionnent à grande vitesse. Les autres pays ont dû se protéger contre cet afflux de devises sans valeur en dévaluant leur propre monnaie.

Et puis, il y a les Arabes qui ont découvert après un certain temps qu'il fallait vendre 80,000 barils de pétrole brut pour acheter un appareil D8 Cat aux États-Unis, au lieu de 20,000, comme dix ans plus tôt, aussi n'eurent-ils d'autre choix que d'augmenter les prix. Il y a toutefois une différence fondamentale entre les Arabes et les autres profiteurs, en ce sens que le monde libre aime encore prétendre que ses régimes monétaires se fondent sur un étalon-or, alors que les financiers du Moyen-Orient ont adopté un nouveau système que l'on appelle «monétisation des denrées». J'aimerais y revenir un peu plus tard pour en parler plus à fond.

J'aimerais toutefois en premier lieu aborder le principe fondamental à l'origine de tout régime fiscal et cela, en particulier à propos de l'attitude que le Canada a prise récemment à cet égard. Dès 1899, W. E. H. Lecky disait ceci:

La fiscalité hautement progressive représente au plus haut point le suprême danger pour la démocratie, en créant une situation dans laquelle une classe impose à une autre des fardeaux qu'elle n'a pas à partager, et pousse l'État à créer de vastes programmes de dépenses extravagantes, avec la certitude que le coût global en sera épongé par d'autres.

## • (1610)

Monsieur l'Orateur, c'est ce qu'on appelait l'Utopie instantanée et qu'on a rebaptisé «la société juste» en 1968, mais qu'il conviendrait mieux d'appeler maintenant «la société injuste». Au Canada, le contrat de 1968 visant la sécurité sociale a provoqué une hausse alarmante de

[M. Oberle.]

l'insécurité sociale. Dans un message de 1935 au Congrès des États-Unis, le président Franklin D. Roosevelt déclarait:

Le gouvernement fédéral doit renoncer au régime de l'assistance publique et il le fera... la dépendance prolongée de l'assistance publique produit une désintégration spirituelle et morale, fondamentalement destructrice de la nature d'une nation.

Les modifications de toute structure fiscale semblent principalement motivées par le désir de nos experts qui vivent dans leur tour d'ivoire d'inventer un système équitable. Un économiste canadien éminent a dit que pas plus qu'il n'y a de laids amours, il n'y a de laide justice. Il est aussi difficile tant pour le ministre des Finances et ses principaux conseillers que le premier ministre (M. Trudeau) et les conseillers qu'il a choisis, d'établir un régime fiscal équitable que de formuler des lois équitables sur l'avortement car aucun d'eux n'a jamais été comme ça et ils n'ont aucune chance de l'être. Un régime fiscal devrait viser non pas à établir l'égalité, mais à aider les nécessiteux et à promouvoir la croissance économique.

Malheureusement, monsieur l'Orateur, ceux qui dans notre pays ont vraiment besoin d'aide en obtiennent rarement de nos services sociaux et l'économie ne peut croître à cause des nombreuses sanctions incorporées à notre régime et qui sont propres à décourager ceux qui, normalement, emploieraient leur intelligence et leur esprit d'initiative à fournir des emplois à d'autres ou encore ceux qui normalement devraient se débrouiller tout seuls.

L'un des derniers grands miracles économiques a été la reconstruction de l'Allemagne, un pays divisé par des frontières artificielles et presque détruit par la Seconde Guerre mondiale. Ludwig Erhard, l'un des ministres des Affaires économiques de ce pays, a déclaré: «Le succès indiscutable de notre politique démontre qu'il vaut beaucoup mieux concentrer toute l'énergie disponible pour augmenter les richesses du pays au lieu de se disputer pour se les partager, ce qui empêche le revenu national de s'accroître et le pays de prospérer. Pour certains d'entre nous, l'Allemagne est un pays hautement socialisé, mais pourtant, Ludwig Erhard a déclaré également que la majeure partie des nouvelles richesses produites devait rester aux mains du producteur.

N'est-il pas évident, monsieur l'Orateur, que le régime fiscal canadien devrait tenir compte de la psychologie humaine et inciter les Canadiens à accroître leur productivité? Nulle part dans le bill à l'étude, je ne trouve un signe que le gouvernement se propose de récompenser la productivité et de permettre aux Canadiens de jouir davantage des fruits de leur labeur. Au contraire, la part accrue que le gouvernement entend percevoir des particuliers va rendre l'épargne impossible pour la plupart d'entre eux. Même ceux qui réussissent, et ils seront rares, à mettre de côté une toute petite partie de leur revenu vont voir leurs efforts se perdre à cause du haut degré d'inflation, situation que le gouvernement semble s'être résigné à accepter.

Il saute aux yeux que le bill à l'étude est une autre mesure qui mène à une dépendance totale vis-à-vis de l'État, à la centralisation du pouvoir, sans égard aux auto-